

Leur rentrée et la nôtre

*Philippe, Lecornu, Attal : cet été, ces prétendants à l'Élysée y sont allés de leur démagogie anti-immigrés. À l'unisson raciste avec Marine Le Pen qui propose un référendum sur l'interdiction du voile dans les espaces publics. **Français-immigrés, nous sommes tous des travailleurs, les seuls qui nous sont étrangers sont les milliardaires et les patrons.** Gare à leurs manœuvres de division et de diversions. Alors que la n-ième vague caniculaire traverse le pays, **mettons nos intérêts de travailleurs et de travailleuses au cœur de cette rentrée !***

Des plans d'urgence qui s'évaporent

Fin juin, le gouvernement annonçait un plan d'urgence de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles. Un mois plus tard, il a annulé le plus gros et il n'en restait plus que 16 ! À peine de quoi payer les diagnostics énergétiques de 2 500 écoles ! Même pour que les enseignants et les enfants ne cuisent pas dans leurs classes l'été prochain, ils sont incapables de respecter leurs engagements. Vendredi, la ministre de l'Agriculture annonçait le déblocage d'un milliard d'euros pour soutenir les agriculteurs très durement touchés par la sécheresse. Qu'en restera-t-il dans quelques semaines, alors que la somme paraît déjà bien faible pour aider les dizaines de milliers d'agriculteurs qui risquent de mettre la clé sous la porte ? Le gouvernement prépare un budget de combat contre tous les travailleurs, envisageant de nouvelles coupes sur les dépenses sociales, les pensions de retraite, les services publics.

Notre plan d'urgence

Cet été il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril. Les méga-feux ont montré que nos dirigeants sont incapables de prévenir ni de guérir quoi que ce soit. Alors, face au désastre climatique et à l'urgence sociale pour tous les travailleurs des campagnes et des villes, il va falloir qu'on prenne nos affaires en main. Il y a urgence à augmenter les salaires de 400 euros pour tous et toutes, pour faire face au coût de la vie qui ne cesse d'augmenter. Il faut contrôler les marges de Total, Carrefour, Leclerc et des autres entreprises de la grande distribution qui profitent de la crise agricole et des tensions internationales pour augmenter leurs profits. Alors que les plans de licenciements se multiplient, il faut interdire les licenciements. De l'argent, il y en a, à commencer par celui qui coule à flots pour le patronat, qui se gave de plus de 200 milliards de subventions et d'allègements de cotisations sociales et impôts chaque année.

Nous produisons tout, à nous de décider de tout

Pour imposer ces mesures, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. C'est le message que porteront notre candidate Selma Labib et notre porte-parole Gaël Quirante dans l'élection présidentielle. Aucune raison d'attendre avril 2027 pour laisser éclater notre colère, seule à même de faire ravalier son arrogance au patronat qui mène la société de crises en guerres, de catastrophes climatiques en catastrophes sanitaires.

Tous ensemble le 29 septembre

Dès la rentrée, des grèves ont éclaté dans des établissements scolaires, contre des fermetures de classes ou des postes vacants. La colère ne manque pas dans bien des secteurs. Les pompiers, qui ont combattu les feux malgré les coupes dans leurs moyens et leurs effectifs, ont fixé un rendez-vous pour l'heure des comptes : ils se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents publics le 29 septembre. Comme eux, de nombreux travailleurs, du public comme du privé, sont envoyés en première ligne sans moyens et sans même un salaire décent.

C'est bien une riposte d'ensemble qu'il faudra construire pour reprendre tout ce qui nous a été volé. En cette rentrée, des salariés des transports, du social ou de l'éducation ont déjà prévu des journées de grève. Saisissons-nous de toute opportunité pour nous organiser sur nos lieux de travail et discutons de rejoindre la grève du 29 pour frapper tous ensemble au

7 septembre 2026



Le salaire (brut) de la peur

Avec le transfert de la gestion de la Sécu du régime général vers la Caisse du ferroviaire, les agents ont subi une surcharge de travail sans les embauches nécessaires : augmentation des cadences, flicage permanent, harcèlement managérial, mise en péril de leur santé jusqu'à provoquer des visites de l'inspection du travail et des démissions. En plus, avec le retard de traitement des dossiers, les collègues gravement malades n'ont pas eu de revenus pendant plusieurs semaines voire mois. Le patronat ronge sur la retraite et l'assurance maladie des cheminots d'un côté et sur les conditions de travail des agents de la Caisse de l'autre.

Pression et répression : STOP !

Un collègue ASCT de la région est convoqué par la direction en conseil de discipline. Le motif est aussi révoltant qu'aberrant : il ne ferait pas assez de chiffre à bord des trains. Entre la pression des chefs, les convocations et sanctions, il y en a assez. On ne bosse pas pour faire des quotas, ni pour plumer les voyageurs. La CGT appelle à un rassemblement en soutien du collègue le jour de sa convocation, le 11 septembre à 13h devant le bâtiment Perspective à Lille.

Il n'y a plus de saisons

Suite aux épisodes de canicule, la direction a autorisé les ASCT à porter un bermuda de travail, uniquement en cas d'alerte de chaleur orange. On les attend toujours. On sera livrés cet hiver qui sait ?

Marche ou crève ? Ils rêvent !

Avec la reprise du service post-été, les journées redeviennent infernales. Les journées de service de 10h avec des coupures sont de plus en plus fréquentes. Les découchés réduits semblent devenir la règle. La direction continue d'affirmer qu'il n'y a pas de sous-effectif. Pourtant on attend toujours les quatre écoles d'ASCT promises en 2025 pour 2026. La stratégie de la direction devient de plus en plus claire : nous habituer à travailler dans ces conditions pour ne pas avoir à embaucher.

"A nous de vous faire préférer le train"

- bondé
- sans clim
- en retard
- sans espaces pour les vélos et trotinettes
- de plus en plus chers

Disparition inquiétante

1,2 milliard d'euros de bénéfice net pour la SNCF au premier semestre 2026. Mais où est passé cet argent ? Dans l'installation de la clim aux ateliers ? Dans nos salaires ? Dans des embauches ?

C@STEX

Par un mail groupé rédigé par son service de com, Castex a tenu "à écrire personnellement à chacune et chacun [...] combien je suis fier de vous". On a failli lâcher une larme ! Les travailleurs n'ont besoin ni de sa fierté, ni de son hypocrisie.

On ne parle pas la même langue

Pour Castex, les voyageurs sont devenus des "clients" et les travailleurs des "collaborateurs" qui devront respecter "la continuité de la production"... pas besoin de traduction.

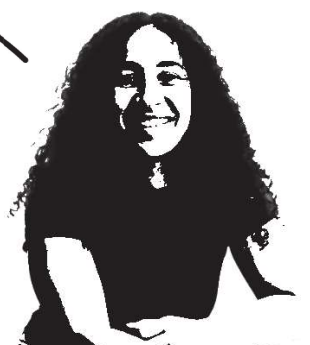
Cheminots tués en Ukraine

Cet été plusieurs cheminots ukrainiens ont été tués dans le bombardement du dépôt dans lequel ils travaillaient. Des deux côtés de la frontière, les sites industriels jugés stratégiques deviennent des cibles. Dans les guerres que se mènent les capitalistes, les premières victimes sont toujours les travailleurs qu'ils soient enrôlés sous l'uniforme ou non !

Un patron fou ?

Le 1er septembre à Bezannes une vingtaine de salariés du groupe Dewitte, une entreprise de transports bloquaient l'entrée du site pour dénoncer leurs conditions de travail. Le patron a alors foncé sur le piquet au volant d'un bus.

Pour ne pas se faire écraser par nos patrons, la seule solution c'est de renverser le système.



Selma LABIB candidate à l'élection présidentielle 2027 à la BRADERIE DE LILLE